



Fiche Identifiant National de Santé n° 6

Droits et obligations des usagers en rapport avec l'identité INS

Date : Octobre 2020

Auteur : 3RIV

Doit-on informer l'utilisateur de l'utilisation qui est faite de son identité INS ? Peut-il s'y opposer ? Un professionnel de santé est-il autorisé à lui demander un document d'identité ?

Les éléments de réponse

L'utilisateur doit être informé de l'utilisation de l'identité INS pour le référencement de ses données de santé en expliquant les objectifs poursuivis en termes d'amélioration de la qualité et de la sécurité de son parcours de santé. Il a le droit de s'opposer à la transmission de tout ou partie de données de santé qui le concernent mais pas au référencement de celles-ci par l'identité INS.

Le *Référentiel national d'identitovigilance* (RNIV) précise qu'un professionnel de santé doit demander à tout usager d'attester son identité. Cette vérification est réalisée au moins une fois, de préférence à l'occasion du premier contact entre soigné et soignant. Elle est indispensable pour garantir la cohérence entre les traits de l'utilisateur et ceux de l'identité numérique qui sera utilisée pour garder une trace de sa prise en charge. Elle fait partie des obligations des professionnels et ne peut être effectuée sur la carte Vitale qui n'est pas un document d'identité. Tous les professionnels de santé sont donc réglementairement fondés à demander une pièce d'identité aux usagers, chaque fois qu'ils le jugent nécessaire, pour s'assurer de donner les bons soins à la bonne personne, ce qui engage leur responsabilité.

La communication relative au contrôle de cohérence de l'identité doit être apportée dans le cadre d'une information plus large délivrée à l'utilisateur, en rapport avec l'utilisation des outils mis en œuvre pour tracer et partager la prise en charge sanitaire et le suivi médico-social de l'utilisateur ainsi que sur les droits d'accès et de modification qu'y s'y rattachent. Cela concerne, par exemple, l'utilisation d'un dossier patient informatisé (DPI), l'envoi d'informations dans le dossier médical partagé (DMP), le partage de données via le dossier pharmaceutique (DP) ou des outils régionaux d'e-santé...

La contribution de l'utilisateur – ou celle de ses proches – doit être demandée chaque fois que possible pour contrôler la qualité des traits saisis, que ce soit dans le système d'information ou sur les éléments d'identification externes (étiquettes, bracelet d'identification). Il doit être acteur de la sécurité de sa prise en charge.

Les références à consulter

LOI n° 2002-303 du 4 mars 2002 relative aux droits des malades et à la qualité du système de santé

Référentiel INS : exigence n° 6



RGPD : articles 13 et 14.

Volet socle du RNIV : Principes d'identification des usagers communs à tous les acteurs de santé, notamment l'exigence « Exi PP 08 »

Ce qu'il faut retenir

L'utilisateur ne peut s'opposer au référencement des données de santé avec l'INS ni au contrôle de cohérence de son identité nécessaire à la sécurisation de l'identité numérique utilisée par le professionnel. Il doit être informé des outils utilisés et de ses droits relatifs au partage d'information de santé qui le concernent et doit activement participer, chaque fois que c'est possible, aux opérations relatives à la sécurité de ses soins.

Pour aller plus loin

HAS - Information et orientation des usagers :

https://www.has-sante.fr/jcms/c_1715928/fr/droits-des-usagers-information-et-orientation

Fiches du Défenseur des droits :

<https://www.defenseurdesdroits.fr/fr/outils/usagers-votre-sante-vos-droits>

